

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Societe-nucleaire-societe-policiere>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Société nucléaire, société policière**

21 décembre 2016

Société nucléaire, société policière

Par Guillaume Blavette

Coup sur coup Txetx Etcheverry et Yannick Rousselet, ont été l'objet de mesures d'intimidation. Ce n'est pas une première. Depuis quelques années les faits s'accumulent. Un vent mauvais souffle sur la démocratie écologique. Après l'espoir soulevé par le Grenelle, l'Etat s'emploie à revenir aux vieilles méthodes contre les résistances écologistes. Pour cela tous les moyens sont bons.

l'éphémère affirmation d'une démocratie écologique

Il y a dix ans de cela une aurore a eu lieu. Un mouvement de fond s'est emparé de la société française. L'écologie s'affirme comme un sujet de préoccupation majeur. L'opinion publique prenait enfin conscience de l'urgence écologique et des maux qui ruinent le vivant. Il y eut le Pacte écologique de la Fondation Nicolas Hulot, l'espoir créé par la formation d'Europe Ecologie sans oublier le Grenelle. L'Etat reconnaissait enfin la société civile écologiste comme un interlocuteur de premier plan avec lequel il était nécessaire de négocier des politiques publiques voire de grandes orientations stratégiques.

Ce mouvement puissant et nécessaire ne put cependant aborder toutes les questions. Il s'agissait de mettre en œuvre un développement durable, c'est-à-dire articuler impératifs sociaux, économiques et écologiques. L'heure était à la croissance verte. Ainsi bon nombre de sujets ont été esquivés et d'autres clairement écartés. Ce fut le cas plus particulièrement du sacro-saint nucléaire sorti du fait du prince du champ des négociations. Ainsi en plein Grenelle, le président de la république put-il se permettre d'annoncer le lancement d'un nouveau chantier d'EPR, contre l'avis même d'EDF, à Penly. Mais bon sur bien d'autres sujets, comme par exemple la protection des captages d'eau potable, des débats utiles ont eu lieu et quelques propositions intéressantes sont ressorties.

La suite est moins glorieuse. Les lois Grenelle ont détricoté méticuleusement le compromis issu des négociations. Les intentions initiales ont été terrassées par le jeu sournois des

lobbies et autres jeux d'intérêts au Parlement. Pour autant tout n'a pas été perdu. Le dialogue environnemental en berne au niveau national s'est développé dans les régions. En Normandie un Grenelle de l'estuaire a eu lieu. L'élaboration de documents d'orientation, les fameux schémas régionaux, ont donné lieu à des concertations voire à des négociations pour le moins utiles. On put croire que la démocratie apaisée voulue depuis longtemps advenait.

Ce fut une sorte d'âge d'or de la société civile écologiste. Enfin reconnue institutionnellement, elle put bénéficier de dotations pour exercer des missions reconnues d'utilité publique et même aller au-delà. Les associations se développèrent et purent former des bénévoles et des salariés aux métiers de la nature. Même l'éducation nationale s'engagea dans cette dynamique en promouvant l'éducation à l'environnement et au développement durable. Tout semblait montrer que désormais l'écologie était un objet principal d'une gouvernance moderne et apaisée au même titre que l'économie ou le social.

Cela ne dura qu'un temps. Après la casse du Grenelle[i]

<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn1> et le fameux « ♦l'écologie ça suffit♦ », le changement promis en 2012 accoucha d'une souris. La valse des ministres et le manque d'ambition des politiques publiques donnèrent à voir que le redressement productif ne pouvait s'encombrer de considérations écologistes et naturalistes. Il n'y eut pas des réaffirmation écologiste. Bien au contraire... Au moment même où le mouvement écologiste accédait au niveau gouvernemental, il se heurta à la pratique et à l'imaginaire anachroniques du nouvel occupant de l'Elysée.

Le retour à la terre et l'affirmation de nouvelles résistances écologistes

Les promesses du Grenelle s'évanouirent bel et bien laissant comme deux ronds de flan ceux et celles qui y crurent où firent mine d'y croire[ii]

<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn2> . L'heure de la décrue avait sonné. Mais cette crise de l'écologie officielle n'atteint guère la résolution du mouvement écologiste dans son ensemble. D'aucuns redécouvrent alors que les écologistes sont avant tout des activistes, des personnes encrées dans le réel, les « ♦pieds sur terre♦ ». De Valognes[iii]

<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn3> au Testet, en passant par Notre-Dame-des-Landes et Montabot[iv]

<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn4> , s'affirmait un nouveau courant écologiste dont Bizi♦ ![v]

<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn5> est une composante essentielle.

L'écologie à la peine dans le champ institutionnelle dès les premières semaines de la présidence Hollande retrouve sur le terrain une vitalité oubliée depuis les grandes heures du Larzac et de l'opposition au programme nucléaire. C'est le fameux mouvement des ZAD, des naturalistes en lutte[vi]

<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn6> , l'occupation des Bouillons, Roybon, etc. A mesure que l'écologie politique s'enfonce dans une crise pitoyable, le mouvement se consolide partout.♦

Face à l'intransigeance d'un Etat qui ne respecte pas sa parole, le mouvement écologiste non seulement tient bon mais se renforce. L'exemple de Bure le prouve très clairement[vii]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn7> . La mobilisation face à la COP21, en dépit d'un Etat d'urgence « ♦opportun♦ » de l'aveu même du président de la République[viii]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn8> , a donné à voir une convergence réelle qui associe des courants qui n'ont guère l'habitude d'agir ensemble[ix]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn9> . Le paradoxe entre la crise d'une écologie officielle, politique et associative, et une dynamique réelle des résistances de Strasbourg[x]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn10> à NDDL[xi]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn11> ♦devient évident.

Cette réaffirmation écologiste est clairement identifiée comme une menace par l'Etat[xii]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn12> . De Sarkozy à Hollande, la répression n'a pas changé. La moindre mobilisation donne lieu à des déploiements de force pour le moins disproportionnés[xiii]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn13> . A Valognes[xiv]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn14> , au Chefresne[xv]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn15> , contre le chantier de Ligne à Haute-Tension, puis lors de l'Opération César[xvi]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn16> ont eu lieu des scènes de guerre[xvii]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn17> . Deux ans plus tard mourrait Rémi Fraisse dans des circonstances qui restent troubles[xviii]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn18> . Puis ce furent les assignations à résidence de 2015[xix]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn19> . Etc.

Personne n'échappe à l'intransigeance de l'Etat, pas même les organisations les plus reconnues. C'est le cas en particulier de Greenpeace France dont les actions antinucléaires ne plaisent guère que la droite ou la gauche soient au pouvoir. En 2014, l'intrusion à Fessenheim d'une cinquantaine d'activistes[xx]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn20> donne lieu à une réponse judiciaire aussi rapide que sévère[xxi]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn21> . Et ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres. En décembre 2011, l'ONG se livrait à une opération qualifiée comme « ♦irresponsable♦ » par le Président Sarkozy... la sixième fois depuis 25 ans[xxii]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn22>

[re#_edn22](#)> . En 2012 des survols de sites nucléaires ont été organisés[xxiii]
<<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police>
[re#_edn23](#)> dans le cadre d'une campagne plus large d'interpellation des candidat(e)s à
l'élection présidentielle[xxiv]
<<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police>
[re#_edn24](#)> . La semaine dernière Greenpeace intervenait encore, cette fois-ci avenue de
Wagram, au cœur même de l'empire EDF[xxv]
<<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police>
[re#_edn25](#)> . La liste est très longue, aussi longue que l'histoire de cette organisation qui a
subi la violence d'Etat en s'opposant aux essais nucléaires dans le Pacifique[xxvi]
<<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police>
[re#_edn26](#)> .

Violences, intimidations et restrictions au droit à l'information, tous les moyens sont bons
pour faire taire les écolos

Mais comme la violence ne suffit pas, l'Etat a recours à d'autres moyens pour faire taire
l'indignation écologiste. Le premier d'entre eux est réglementaire. Les conséquences de
l'intrusion de Greenpeace à Fessenheim ne se sont pas faites attendre[xxvii]
<<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police>
[re#_edn27](#)> . En mai 2015, une proposition de loi de députés UMP, soutenue par le
gouvernement, rend désormais l'intrusion dans des installations civiles « ♦abritant des
matières nucléaires » passible d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros
d'amende[xxviii]
<<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police>
[re#_edn28](#)> . Il existe donc désormais un délit d'intrusion dans une centrale nucléaire[xxix]
<<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police>
[re#_edn29](#)> pour punir ce qui avant été considéré comme une « ♦violation de
domicile♦ »...

Voilà bien une jolie manière de protéger les donneurs d'alerte en dépit d'engagements de
façade[xxx]
<<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police>
[re#_edn30](#)> . Il ne faudrait tout de même pas que les failles de la sûreté nucléaire
apparaissent au grand jour dans un pays où l'exploitant abuse des pires expédients pour
faire fonctionner ses vieilles casseroles[xxxi]
<<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police>
[re#_edn31](#)> . Et l'on en arrive donc à un second moyen pour faire taire l'indignation
écologiste. C'est l'intimidation. Alors que l'industrie nucléaire connaît une crise sans
précédent[xxxii]
<<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police>
[re#_edn32](#)> , surtout après la découverte « ♦d'irrégularités♦ » dans la fabrication des
équipements sous pression[xxxiii]
<<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police>
[re#_edn33](#)> , Greenpeace est visée en la personne de Yannick Rousselet[xxxiv]
<<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police>
[re#_edn34](#)> .

Le 13 décembre 2016, le chargé de campagne nucléaire de l'ONG a ainsi vu son domicile de Cherbourg perquisitionné par la Direction générale de la sécurité intérieure, et tout son matériel informatique embarqué[xxxv]

<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn35> . Selon les informations dont on dispose serait à l'origine de cette perquisition une plainte déposée par Christophe Quintin, haut-fonctionnaire de défense à la sécurité nationale, et Christian Riach, général de brigade, responsable national de la sécurité nucléaire[xxxvi]

<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn36> . Rien de très précis.. D'où la prudence de l'organisation qui est la première surprise par la soudaineté de cet événement♦ : « ♦Pour l'heure, la situation reste extrêmement floue et les informations parcimonieuses. Greenpeace et ses membres assument toujours ce qu'ils font et travaillent en toute transparence. Ce n'est pas le cas des autorités dès qu'il s'agit de questions liées au « ♦nucléaire♦ » en France, le « ♦secret défense♦ » étant tout le temps évoqué pour cacher la vérité ou pour contrer les opposants. Greenpeace rappelle que Yannick Rousselet est non seulement chargé de campagne pour Greenpeace France mais également membre nommé par le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie au « ♦Haut Comité pour la Transparence et l'information sur la sécurité nucléaire♦ » et membre de plusieurs Commissions locales d'information. Greenpeace n'a rien à cacher[xxxvii]

<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn37> . »

Toujours est-il que tout cela a de quoi surprendre. Tout d'abord parce que les relations avec le nouveau HFDS[xxxviii]

<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn38> sont très courtoises et cela depuis longtemps. Ensuite parce qu'il est certain de trouver des documents sur le nucléaire chez un membre du HCTISN[xxxix]

<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn39> , pilier de l'ANCCLI. Mais rien qui ne soit en infraction avec la réglementation applicable pas même quelques informations sur les transports de plutonium qui sont aujourd'hui des secrets de polichinelle. La documentation réunie à l'occasion de la campagne STOP-Plutonium[xl]

<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn40> ♦est connue de tous et cela depuis longtemps. Elles étaient si utiles qu'AREVA a du renoncer à envoyer de l'uranium de retraitement en Russie[xli]

<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn41> ... même si cette société en faillite continue de faire croire aux mérites du retraitement.

Que cherche donc l'Etat♦ ? La suite des événements nous le dira. Pour autant, n'importe qui peut admettre qu'il s'agit là d'un joli coup de pression sur les écolos voire d'un parfait contrefeu médiatique. Au moment même où, Greenpeace met le doigt là où ça fait mal[xlii]

<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn42> , avec une résolution sans faille[xliii]

<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-police-re#_edn43> , il semblerait que certains essaient à judiciaireiser l'affaire. Cela n'est pas très honorable. C'est surtout un terrible aveu de faiblesse de la part d'un Etat qui non seulement

persévère dans l'erreur mais ne veut pas admettre qu'il fait fausse route.

On est dès lors en droit de se demander s'il n'y a pas de meilleure solution pour faire vivre un dialogue environnemental en souffrance que de tenter de réduire au mutisme ses interlocuteurs ?

A croire que non en hollandie ! Tous les prétextes sont bons pour détricoter le droit de l'environnement, réduire l'accès à l'information et donc limiter les capacités d'action des écologistes. Un des derniers exemples en date concerne l'accès à l'information relatives aux sites SEVESO.. Arguant de la menace terroriste, l'Etat nous a pondu une nouvelle usine à gaz qui au final ruine vingt années d'approfondissement du droit de l'environnement[xlv]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-policiere#_edn44> . Au prétexte de « renforcer la sécurité des sites SEVESO contre les risques de malveillance[xlv]
<https://blogs.mediapart.fr/guillaume-blavette/blog/211216/societe-nucleaire-societe-policiere#_edn45> », la documentation communicable est vidée de son contenu. Déjà qu'il fallait recourir au Cada dès qu'une question sensible se posait, désormais c'est un parcours du combattant qui est opposé aux militant(e)s...

En fait tout est bon pour dissuader les écolos de venir mettre le nez « là où ils ne devraient pas... » Cela n'est pas rappeler un vieux slogan « société nucléaire, société policière ! ». Une chose est certaine, le changement promis n'a pas eu lieu. On peut même dire que la situation est pire qu'il y a dix ans...